

MUNICIPALITÉ ASCOT CORNER

M.R.C. DU HAUT ST-FRANÇOIS



RÈGLEMENT 506A CONCERNANT LE STATIONNEMENT ET ABROGEANT ET REMPLAÇANT LES RÈGLEMENTS NOS. 451 ET 506 AVEC DISPENSE DE LECTURE :

ATTENDU QU' il y a lieu d'abroger les règlements nos. 451 et 506 ;

ATTENDU QUE les articles 415.10 de la Loi sur les cités et villes et 565 du Code municipal du Québec accordent aux municipalités locales le pouvoir d'adopter des règlements relatifs au stationnement ;

ATTENDU QU' avis de motion a été régulièrement donné le 1^{er} octobre 2007;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Nathalie Bresse et le conseiller Donald Lachance résolu à l'unanimité que le présent règlement soit adopté :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Les annexes jointes au présent règlement en font partie intégrante.

ARTICLE 2

La municipalité autorise la personne responsable de l'entretien d'un chemin public à installer une signalisation ou des parcomètres indiquant des zones d'arrêt et de stationnement.

ARTICLE 3

Le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre de la Société de l'assurance automobile du Québec peut être déclaré coupable d'une infraction relative au stationnement en vertu de ce règlement.

ARTICLE 4

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule sur un chemin public aux endroits où une signalisation ou des parcomètres indiquent une telle interdiction.

ARTICLE 5

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule au-delà de la période autorisée par une signalisation ou un parcomètre.

ARTICLE 6

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule sur le chemin public entre 23 h et 7 h du 1^{er} novembre au 15 avril inclusivement, et ce, sur tout le territoire de la municipalité.

ARTICLE 7

Dans le cadre des fonctions qu'ils exercent en vertu du présent règlement, les policiers de la Sûreté du Québec peuvent déplacer ou faire déplacer un véhicule stationné aux frais de son propriétaire en cas d'enlèvement de la neige ou dans les cas d'urgence suivants :

- le véhicule gêne la circulation au point de comporter un risque pour la sécurité publique;



MUNICIPALITÉ ASCOT CORNER

M.R.C. DU HAUT ST-FRANÇOIS

Règlement no. 506A (suite)

- le véhicule gêne la circulation au point de comporter un risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 8

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un camion sur le chemin public dans une zone résidentielle, sauf pour effectuer une livraison ou un travail.

ARTICLE 9

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule sur le chemin public hors des zones résidentielles pendant plus de 60 minutes, sauf pour effectuer une livraison ou faire du travail.

ARTICLE 10

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule sur le chemin public dans le but de le vendre ou de l'échanger.

ARTICLE 11

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser son véhicule sur le chemin public dans le but de faire de la publicité.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 12

Les policiers de la Sûreté du Québec.

ARTICLE 13

Le Conseil autorise généralement le responsable de l'application du présent règlement à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction aux dispositions du présent règlement, et à entreprendre une poursuite pénale au nom de la municipalité.

ARTICLE 14

Pour chaque récidive, l'amende est doublée du montant de l'infraction initiale.

ARTICLE 15

Quiconque contrevient aux articles 4, 5, et 6 de ce règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais d'une amende de 50\$.

Quiconque contrevient aux articles 8, 9, 10 et 11 de ce règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais d'une amende de 100\$.

ARTICLE 16

Le présent règlement abroge les règlements 451 et 506 concernant le stationnement.

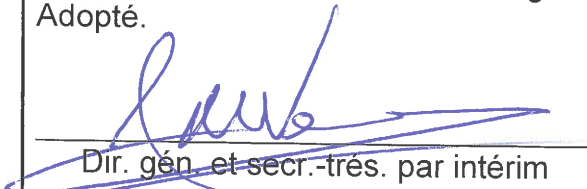
MUNICIPALITÉ ASCOT CORNER
M.R.C. DU HAUT ST-FRANÇOIS



Règlement no. 506A (suite)

ARTICLE 17

Le présent règlement entrera en vigueur selon la *Loi*.
Adopté.


Dir. gén. et secr.-trés. par intérim


Maire

Formules Municipales No 5614-R-MST (FLA 799)

AVIS DE MOTION :

1^{er} octobre 2007

ADOPTION DU RÈGLEMENT :

5 novembre 2007

PUBLICATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR :

2 mai 2008

